

**CONVENTION TENDANT A FACILITER L'ACCÈS INTERNATIONAL À LA
JUSTICE**

(Conclue le 25 octobre 1980)

Les Etats signataires de la présente Convention,
Désirant faciliter l'accès international à la justice,
Ont résolu de conclure une Convention à cet effet et sont convenus des
dispositions suivantes:

CHAPITRE I – ASSISTANCE JUDICIAIRE

Article premier

Les ressortissants d'un Etat contractant, ainsi que les personnes ayant leur résidence habituelle dans un Etat contractant, sont admis au bénéfice de l'assistance judiciaire en matière civile et commerciale dans chaque Etat contractant dans les mêmes conditions que s'ils étaient eux-mêmes ressortissants de cet Etat et y résidaient habituellement.

Les personnes auxquelles les dispositions de l'alinéa précédent ne s'appliquent pas, mais qui ont eu leur résidence habituelle dans un Etat contractant dans lequel une procédure judiciaire est ou sera engagée, seront néanmoins admises au bénéfice de l'assistance judiciaire aux conditions prévues à l'alinéa précédent, si la cause de l'action découle de cette ancienne résidence habituelle.

Dans les Etats où l'assistance judiciaire existe en matière administrative, sociale ou fiscale, les dispositions du présent article s'appliquent aux affaires portées devant les tribunaux compétents en ces matières.

Article 2

L'article premier s'applique à la consultation juridique, à la condition que le requérant soit présent dans l'Etat où la consultation est demandée.

Article 3

Chaque Etat contractant désigne une Autorité centrale chargée de recevoir les demandes d'assistance judiciaire qui lui sont présentées conformément à la présente Convention et d'y donner suite.

Les Etats fédéraux et les Etats dans lesquels plusieurs systèmes de droit sont en vigueur ont la faculté de désigner plusieurs Autorités centrales. En cas d'incompétence de l'Autorité centrale saisie, celle-ci transmet la demande à l'Autorité centrale compétente du même Etat contractant.

Article 4

Chaque Etat contractant désigne une ou plusieurs autorités expéditrices chargées de transmettre les demandes d'assistance judiciaire à l'Autorité centrale compétente dans l'Etat requis.

Les demandes d'assistance judiciaire sont transmises, sans intervention d'aucune autre autorité, à l'aide de la formule modèle annexée à la présente Convention.

Chaque Etat contractant a la faculté d'utiliser aux mêmes fins la voie diplomatique.

Article 5

Lorsqu'il n'est pas présent dans l'Etat requis, le demandeur à l'assistance judiciaire peut, sans préjudice de toute autre voie par laquelle il pourrait soumettre sa demande à l'autorité compétente de cet Etat, présenter sa demande à une autorité expéditrice de l'Etat contractant où il a sa résidence habituelle.

La demande est établie conformément à la formule modèle annexée à la présente Convention. Elle est accompagnée de tous les documents nécessaires, sous réserve du droit pour l'Etat requis de demander des informations ou des documents complémentaires dans les cas appropriés.

Chaque Etat contractant a la faculté de faire connaître que son Autorité centrale réceptrice peut être saisie par tous autres voies ou moyens.

Article 6

L'autorité expéditrice assiste le demandeur afin que soient joints tous les documents et informations qui, à la connaissance de cette autorité, sont nécessaires à l'appréciation de la demande. Elle vérifie leur régularité formelle. Elle peut refuser de transmettre la demande au cas où celle-ci lui paraît manifestement mal fondée.

Le cas échéant, elle assiste le demandeur pour une traduction sans frais des documents.

Elle répond aux demandes de renseignements complémentaires qui émanent de l'Autorité centrale réceptrice de l'Etat requis.

Article 7

Les demandes d'assistance judiciaire, les documents à l'appui, ainsi que les communications en réponse aux demandes de renseignements complémentaires, doivent être rédigés dans la langue ou dans l'une des langues officielles de l'Etat requis ou accompagnés d'une traduction faite dans l'une de ces langues.

Toutefois, lorsque dans l'Etat requérant l'obtention d'une traduction dans la langue de l'Etat requis est difficilement réalisable, ce dernier doit accepter que ces pièces soient rédigées en langue française ou anglaise ou accompagnées d'une traduction dans l'une de ces langues.

Les communications émanant de l'Autorité centrale réceptrice peuvent être rédigées dans la langue ou dans l'une des langues officielles de cet Etat, en anglais ou en français. Toutefois, lorsque la demande transmise par l'autorité expéditrice est rédigée en français ou en anglais ou accompagnée d'une traduction dans l'une de ces langues, les communications émanant de l'Autorité centrale réceptrice sont également rédigées dans l'une de ces langues.

Les frais de traductions entraînés par l'application des alinéas précédents demeurent à la charge de l'Etat requérant. Toutefois, les traductions opérées, le cas échéant, par l'Etat requis demeurent à sa charge.

Article 8

L'Autorité centrale réceptrice statue sur la demande d'assistance judiciaire ou prend les mesures nécessaires pour qu'il soit statué sur celle-ci par l'autorité compétente de l'Etat requis.

Elle transmet les demandes de renseignements complémentaires à l'autorité expéditrice et l'informe de toute difficulté relative à l'examen de la demande, ainsi que de la décision prise.

Article 9

Lorsqu'il ne réside pas dans un Etat contractant, le demandeur à l'assistance judiciaire peut, sans préjudice de toute autre voie par laquelle il pourrait soumettre sa demande à l'autorité compétente de l'Etat requis, transmettre sa demande par la voie consulaire.

Chaque Etat contractant a la faculté de faire connaître que son Autorité centrale réceptrice peut être saisie par tous autres voie ou moyen.

Article 10

Les documents transmis en application du présent chapitre sont dispensés de toute légalisation et de toute formalité analogue.

Article 11

L'intervention des autorités compétentes pour transmettre, recevoir ou statuer sur les demandes d'assistance judiciaire en vertu du présent chapitre est gratuite.

Article 12

L'instruction des demandes d'assistance judiciaire est effectuée d'urgence.

Article 13

Lorsque l'assistance judiciaire a été accordée en application de l'article premier, les notifications et significations, quelle qu'en soit la forme, relatives au procès du bénéficiaire et qui seraient à faire dans un autre Etat contractant, ne peuvent donner lieu à aucun remboursement. Il en va de même des commissions rogatoires et enquêtes sociales, à l'exception des indemnités payées aux experts et aux interprètes.

Lorsqu'une personne a été admise, en application de l'article premier, au bénéfice de l'assistance judiciaire dans un Etat contractant à l'occasion d'une procédure ayant donné lieu à une décision, elle bénéficie, sans nouvel examen, de l'assistance judiciaire dans tout autre Etat contractant où elle sollicite la reconnaissance ou l'exécution de cette décision.

CHAPITRE II – CAUTION JUDICATUM SOLVI ET EXEQUATUR DES CONDAMNATIONS AUX FRAIS ET DÉPENS

Article 14

Aucune caution ni aucun dépôt, sous quelque dénomination que ce soit, ne peut être exigé en raison de leur seule qualité d'étranger ou de leur seul défaut de domicile ou de résidence dans l'Etat où l'action est intentée, des personnes, physiques ou morales, ayant leur résidence habituelle dans l'un des Etats contractants qui seront demandeurs ou intervenants devant les tribunaux d'un autre Etat contractant.

La même règle s'applique au versement qui serait exigé des demandeurs ou des intervenants pour garantir les frais judiciaires.

Article 15

Les condamnations aux frais et dépens du procès, prononcées dans l'un des Etats contractants contre toute personne dispensée de la caution, du dépôt ou du versement en vertu soit de l'article 14, soit de la loi de l'Etat où l'action est intentée, seront, à la demande du créancier, rendues gratuitement exécutoires dans tout autre Etat contractant.

Article 16

Chaque Etat contractant désigne une ou plusieurs autorités expéditrices chargées de transmettre les demandes d'exequatur visées par l'article 15 à l'Autorité centrale compétente dans l'Etat requis.

Chaque Etat contractant désigne une Autorité centrale chargée de recevoir les demandes et de prendre les mesures appropriées pour qu'une décision définitive soit prise à cet égard.

Les Etats fédéraux et les Etats dans lesquels plusieurs systèmes de droit sont en vigueur ont la faculté de désigner plusieurs Autorités centrales. En cas d'incompétence de l'Autorité centrale saisie, celle-ci transmet la demande à l'Autorité centrale compétente dans l'Etat requis.

Les demandes sont transmises sans intervention d'aucune autre autorité. Cependant, chaque Etat contractant a la faculté d'utiliser aux mêmes fins la voie diplomatique.

A moins que l'Etat requis n'ait déclaré s'y opposer, les dispositions qui précèdent ne font pas obstacle à ce que la demande d'exequatur soit présentée directement par le créancier.

Article 17

Les demandes d'exequatur doivent être accompagnées:

a) d'une expédition conforme de la partie de la décision faisant apparaître les noms et qualités des parties, ainsi que le dispositif se rapportant aux frais et dépens;

b) de tout document de nature à prouver que la décision ne peut plus faire l'objet d'un recours ordinaire dans l'Etat d'origine et qu'elle y est exécutoire;

c) d'une traduction certifiée conforme de ces documents dans la langue de l'Etat requis, lorsqu'ils ne sont pas rédigés dans cette langue.

L'autorité compétente de l'Etat requis statue sur les demandes d'exequatur sans entendre les parties. Elle se borne à vérifier que les pièces ont été produites. A la requête du demandeur, elle évalue le montant des frais d'attestation, de traduction et de certification, qui sont assimilés aux frais et dépens du procès. Aucune légalisation ou formalité analogue ne peut être imposée.

Les parties n'ont d'autres recours contre la décision rendue par l'autorité compétente que ceux qui leur sont ouverts par la législation de l'Etat requis.

CHAPITRE III – COPIES D'ACTES ET DE DÉCISIONS DE JUSTICE

Article 18

En matière civile ou commerciale, les ressortissants d'un Etat contractant, ainsi que les personnes ayant leur résidence habituelle dans un Etat contractant, peuvent, dans les mêmes conditions que les nationaux, se faire délivrer et, le cas échéant, faire légaliser des copies ou des extraits de registres publics ou de décisions de justice dans un autre Etat contractant.

CHAPITRE IV – CONTRAINTE PAR CORPS ET SAUF-CONDUIT

Article 19

La contrainte par corps, soit comme moyen d'exécution, soit comme mesure simplement conservatoire, ne pourra pas, en matière civile ou commerciale, être appliquée aux ressortissants d'un Etat contractant ou aux personnes ayant leur résidence habituelle dans un Etat contractant dans le cas où elle ne serait pas applicable aux ressortissants de cet Etat. Tout fait qui pourrait être invoqué par un ressortissant ayant sa résidence habituelle dans cet Etat pour obtenir la levée de la contrainte par corps doit produire le même effet au profit d'un ressortissant d'un Etat contractant ou d'une personne ayant sa résidence habituelle dans un Etat contractant, même si ce fait s'est produit à l'étranger.

Article 20

Lorsqu'un témoin ou un expert, ressortissant d'un Etat contractant ou ayant sa résidence habituelle dans un Etat contractant, est cité nommément par un tribunal ou par une partie avec l'autorisation d'un tribunal à comparaître devant les tribunaux d'un autre Etat contractant, il ne peut être poursuivi, détenu ou soumis à une restriction quelconque de sa liberté individuelle sur le territoire de cet Etat pour des condamnations ou des faits antérieurs à son entrée sur le territoire de l'Etat requérant.

L'immunité prévue à l'alinéa précédent commence sept jours avant la date fixée pour l'audition du témoin ou de l'expert et prend fin lorsque le témoin ou l'expert, ayant eu la possibilité de quitter le territoire pendant sept jours consécutifs après que les autorités judiciaires l'aient informé que sa présence n'était plus requise, sera néanmoins demeuré sur ce territoire ou y sera revenu volontairement après l'avoir quitté.

CHAPITRE V – DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Article 21

Sous réserve des dispositions de l'article 22, aucune disposition de la présente Convention ne sera interprétée comme limitant les droits relatifs aux matières réglées par celle-ci qui pourraient être reconnus à une personne conformément aux lois d'un Etat contractant ou conformément à toute autre convention à laquelle cet Etat est ou sera partie.

Article 22

La présente Convention remplace, dans les rapports entre les Etats qui l'auront ratifiée, les articles 17 à 24 de la *Convention relative à la procédure civile*, signée à La Haye le 17 juillet 1905, ou les articles 17 à 26 de la *Convention relative à la procédure civile*, signée à La Haye le premier mars 1954, pour les Etats qui sont Parties à l'une ou l'autre de ces Conventions, même si la réserve du deuxième alinéa de l'article 28, lettre c) est faite.

Article 23

Les accords additionnels aux Conventions de 1905 et de 1954, conclus par les Etats contractants, sont considérés comme également applicables à la présente Convention, dans la mesure où ils sont compatibles avec celle-ci, à moins que les Etats intéressés n'en conviennent autrement.

Article 24

Tout Etat contractant peut, au moyen d'une déclaration, faire connaître la ou les langues autres que celles prévues aux articles 7 et 17 dans lesquelles les documents qui seront adressés à son Autorité centrale peuvent être rédigés ou traduits.

Article 25

Tout Etat contractant qui a plusieurs langues officielles et qui ne peut, pour des raisons de droit interne, accepter pour l'ensemble de son territoire les documents visés aux articles 7 et 17 d'assistance judiciaire dans l'une de ces langues, doit faire connaître au moyen d'une déclaration la langue dans laquelle ceux-ci doivent être rédigés ou traduits en vue de leur présentation dans les parties de son territoire qu'il a déterminées.

Article 26

Un Etat contractant qui comprend deux ou plusieurs unités territoriales dans lesquelles des systèmes de droit différents s'appliquent aux matières régies par cette Convention pourra, au moment de la signature, de la ratification, de l'acceptation, de l'approbation ou de l'adhésion, déclarer que la présente Convention s'appliquera à toutes ses unités territoriales ou seulement à l'une ou à plusieurs d'entre elles, et pourra à tout moment modifier cette déclaration en faisant une nouvelle déclaration.

Ces déclarations seront notifiées au Ministère des Affaires Etrangères du Royaume des Pays-Bas et indiqueront expressément les unités territoriales auxquelles la Convention s'applique.

Article 27

Lorsqu'un Etat contractant a un système de gouvernement en vertu duquel les pouvoirs exécutif, judiciaire et législatif sont partagés entre des Autorités centrales et d'autres autorités de cet Etat, la signature, la ratification, l'acceptation ou l'approbation de la Convention, ou l'adhésion à celle-ci ou une déclaration faite en vertu de l'article 26, n'emportera aucune conséquence quant au partage interne des pouvoirs dans cet Etat.

Article 28

Tout Etat contractant pourra, au moment de la signature, de la ratification, de l'acceptation, de l'approbation ou de l'adhésion se réserver le droit d'exclure l'application de l'article premier aux personnes qui ne sont pas ressortissantes d'un Etat contractant, mais qui ont leur résidence habituelle dans un Etat contractant autre que celui qui a fait la réserve ou qui ont eu leur résidence habituelle dans l'Etat qui a fait la réserve, s'il n'existe aucune réciprocité entre l'Etat qui a fait la réserve et l'Etat dont le demandeur à l'assistance judiciaire est le ressortissant.

Tout Etat contractant pourra, au moment de la signature, de la ratification, de l'acceptation, de l'approbation ou de l'adhésion, se réserver le droit d'exclure:

- a) l'usage de l'anglais, du français, ou de ces deux langues, tel que prévu à l'alinéa 2 de l'article 7;
- b) l'application des dispositions de l'alinéa 2 de l'article 13;
- c) l'application des dispositions du chapitre II;
- d) l'application de l'article 20.

Lorsqu'un Etat:

e) aura exclu l'usage des langues anglaise et française en faisant la réserve prévue à la lettre a) de l'alinéa précédent, tout autre Etat affecté par celle-ci pourra appliquer la même règle à l'égard de l'Etat qui aura fait la réserve;

f) aura fait la réserve prévue à la lettre b) de l'alinéa précédent, tout autre Etat pourra refuser d'appliquer l'alinéa 2 de l'article 13 aux ressortissants de l'Etat qui aura fait la réserve, ainsi qu'aux personnes ayant leur résidence habituelle dans cet Etat;

g) aura fait la réserve prévue à lettre c) de l'alinéa précédent, tout autre Etat pourra refuser d'appliquer les dispositions du chapitre II aux ressortissants de l'Etat qui aura fait la réserve, ainsi qu'aux personnes ayant leur résidence habituelle dans cet Etat.

Aucune autre réserve ne sera admise.

Tout Etat contractant pourra, à tout moment, retirer une réserve qu'il aura faite. Ce retrait sera notifié au Ministère des Affaires Etrangères du Royaume des Pays-Bas. L'effet de la réserve cessera le premier jour du troisième mois du calendrier après cette notification.

Article 29

Tout Etat contractant indiquera au Ministère des Affaires Etrangères du Royaume des Pays-Bas, soit au moment du dépôt de son instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion, soit ultérieurement, les autorités prévues aux articles 3, 4 et 16.

Il notifiera, le cas échéant, dans les mêmes conditions:

- a) les déclarations visées aux articles 5, 9, 16, 24, 25, 26 et 33;
- b) tout retrait et toute modification des désignations et déclarations mentionnées ci-dessus;
- c) le retrait de toute réserve.

Article 30

Les formules modèles annexées à la présente Convention pourront être amendées par décision d'une Commission spéciale à laquelle seront invités tous les Etats contractants et tous les Etats Membres de la Conférence de La Haye et qui sera convoquée par le Secrétaire général de la Conférence de La Haye. La proposition d'amender les formules devra être portée à l'ordre du jour qui sera joint à la convocation.

Les amendements seront adoptés par la Commission spéciale à la majorité des Etats contractants présents et prenant part au vote. Ils entreront en vigueur pour tous les Etats contractants le premier jour du septième mois après la date à laquelle le Secrétaire général les aura communiqués à tous les Etats contractants.

Au cours du délai prévu à l'alinéa précédent, tout Etat contractant pourra notifier par écrit au Ministère des Affaires Etrangères du Royaume des Pays-Bas qu'il entend faire une réserve à cet amendement. L'Etat qui aura fait une telle réserve sera traité, en ce qui concerne cet amendement, comme s'il n'était pas Partie à la présente Convention jusqu'à ce que la réserve ait été retirée.

CHAPITRE VI – CLAUSES FINALES

Article 31

La Convention est ouverte à la signature des Etats qui étaient Membres de la Conférence de La Haye de droit international privé lors de sa Quatorzième session, ainsi que des Etats non-Membres invités à son élaboration. Elle sera ratifiée, acceptée ou approuvée et les instruments de ratification, d'acceptation ou d'approbation seront déposés auprès du Ministère des Affaires Etrangères du Royaume des Pays-Bas.

Article 32

Tout autre Etat pourra adhérer à la Convention.

L'instrument d'adhésion sera déposé auprès du Ministère des Affaires Etrangères du Royaume des Pays-Bas.

L'adhésion n'aura d'effet que dans les rapports entre l'Etat adhérent et les Etats contractants qui n'auront pas élevé d'objection à son encontre dans les douze mois après la réception de la notification prévue au chiffre 2 de l'article 36. Une telle objection pourra également être élevée par tout Etat Membre au moment d'une ratification, acceptation ou approbation de la Convention, ultérieure à l'adhésion. Ces objections seront notifiées au Ministère des Affaires Etrangères du Royaume des Pays-Bas.

Article 33

Tout Etat, au moment de la signature, de la ratification, de l'acceptation, de l'approbation ou de l'adhésion, pourra déclarer que la Convention s'étendra à l'ensemble des territoires qu'il représente sur le plan international ou à l'un ou plusieurs d'entre eux. Cette déclaration aura effet au moment où elle entre en vigueur pour cet Etat.

Cette déclaration, ainsi que toute extension ultérieure, seront notifiées au Ministère des Affaires Etrangères du Royaume des Pays-Bas.

Article 34

La Convention entrera en vigueur le premier jour du troisième mois du calendrier après le dépôt du troisième instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion prévu par les articles 31 et 32.

Ensuite, la Convention entrera en vigueur:

1. pour chaque Etat ratifiant, acceptant, approuvant ou adhérent postérieurement le premier jour du troisième mois du calendrier après le dépôt de son instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion;
2. pour les territoires ou les unités territoriales auxquels la Convention a été étendue conformément à l'article 26 ou 33, le premier jour du troisième mois du calendrier après la notification visée dans ces articles.

Article 35

La Convention aura une durée de cinq ans à partir de la date de son entrée en vigueur conformément à l'article 34, alinéa premier, même pour les Etats qui l'auront postérieurement ratifiée, acceptée ou approuvée ou qui y auront adhéré.

La Convention sera renouvelée tacitement de cinq ans en cinq ans, sauf dénonciation.

La dénonciation sera, au moins six mois avant l'expiration du délai de cinq ans, notifiée au Ministère des Affaires Etrangères du Royaume des Pays-Bas. Elle pourra se limiter à certains territoires ou unités territoriales auxquels s'applique la Convention.

La dénonciation n'aura d'effet qu'à l'égard de l'Etat qui l'aura notifiée. La Convention restera en vigueur pour les autres Etats contractants.

Article 36

Le Ministère des Affaires Etrangères du Royaume des Pays-Bas notifiera aux Etats Membres de la Conférence, ainsi qu'aux Etats qui auront adhéré conformément aux dispositions de l'article 32:

1. les signatures, ratifications, acceptations et approbations visées à l'article 31;
2. les adhésions et les objections aux adhésions visées à l'article 32;
3. la date à laquelle la Convention entrera en vigueur conformément aux dispositions de l'article 34;
4. les déclarations mentionnées aux articles 26 et 33;
5. les réserves et le retrait des réserves prévus aux articles 28 et 30;
6. les communications notifiées en application de l'article 29;
7. les dénonciations visées à l'article 35.

EN FOI DE QUOI, les soussignés, dûment autorisés, ont signé la présente Convention.

FAIT à La Haye, le 25 octobre 1980, en français et en anglais, les deux textes faisant également foi, en un seul exemplaire, qui sera déposé dans les archives du Gouvernement du Royaume des Pays-Bas et dont une copie certifiée conforme sera remise, par la voie diplomatique, à chacun des Etats Membres de la Conférence de La Haye de droit international privé lors de sa Quatorzième session, ainsi qu'à tout autre Etat ayant participé à l'élaboration de la présente Convention lors de cette Session.

CONVENTION ON INTERNATIONAL ACCESS TO JUSTICE

(Concluded October 25, 1980)

The States signatory to this Convention,
Desiring to facilitate international access to justice,
Have resolved to conclude a Convention for this purpose and have agreed upon
the following provisions –

CHAPTER I – LEGAL AID

Article 1

Nationals of any Contracting State and persons habitually resident in any Contracting State shall be entitled to legal aid for court proceedings in civil and commercial matters in each Contracting State on the same conditions as if they themselves were nationals of and habitually resident in that State.

Persons to whom paragraph 1 does not apply, but who formerly had their habitual residence in a Contracting State in which court proceedings are to be or have been commenced, shall nevertheless be entitled to legal aid as provided by paragraph 1 if the cause of action arose out of their former habitual residence in that State.

In States where legal aid is provided in administrative, social or fiscal matters, the provisions of this Article shall apply to cases brought before the courts or tribunals competent in such matters.

Article 2

Article 1 shall apply to legal advice provided the person seeking advice is present in the State where advice is sought.

Article 3

Each Contracting State shall designate a Central Authority to receive, and take action on, applications for legal aid submitted under this Convention.

Federal States and States which have more than one legal system may designate more than one Central Authority. If the Central Authority to which an application is submitted is not competent to deal with it, it shall forward the application to whichever other Central Authority in the same Contracting State is competent to do so.

Article 4

Each Contracting State shall designate one or more transmitting authorities for the purpose of forwarding applications for legal aid to the appropriate Central Authority in the requested State.

Applications for legal aid shall be transmitted, without the intervention of any other authority, in the form of the model annexed to this Convention. Nothing in this Article shall prevent an application from being submitted through diplomatic channels.

Article 5

Where the applicant for legal aid is not present in the requested State, he may submit his application to a transmitting authority in the Contracting State where he has his habitual residence, without prejudice to any other means open to him of submitting his application to the competent authority in the requested State.

The application shall be in the form of the model annexed to this Convention and shall be accompanied by any necessary documents, without prejudice to the right of the requested State to require further information or documents in appropriate cases.

Any Contracting State may declare that its receiving Central Authority will accept applications submitted by other channels or methods.

Article 6

The transmitting authority shall assist the applicant in ensuring that the application is accompanied by all the information and documents known by it to be necessary for consideration of the application. It shall ensure that formal requirements are met.

If it appears to the transmitting authority that the application is manifestly unfounded, it may refuse to transmit the application.

It shall assist the applicant in obtaining without charge a translation of the documents where such assistance is appropriate.

It shall reply to requests for further information from the receiving Central Authority in the requested State.

Article 7

The application, the supporting documents and any communications in response to requests for further information shall be in the official language or in one of the official languages of the requested State or be accompanied by a translation into one of those languages.

However, where in the requesting State it is not feasible to obtain a translation into the language of the requested State, the latter shall accept the documents in either English or French, or the documents accompanied by a translation into one of those languages.

Communications emanating from the receiving Central Authority may be drawn up in the official language or one of the official languages of the requested State or in English or French. However, where the application forwarded by the transmitting authority is in either English or French, or is accompanied by a translation into one of those languages, communications emanating from the receiving Central Authority shall also be in one of those languages.

The costs of translation arising from the application of the preceding paragraphs shall be borne by the requesting State, except that any translations made in the requested State shall not give rise to any claim for reimbursement on the part of that State.

Article 8

The receiving Central Authority shall determine the application or shall take such steps as are necessary to obtain its determination by a competent authority in the requested State.

The receiving Central Authority shall transmit requests for further information to the transmitting authority and shall inform it of any difficulty relating to the examination of the application and of the decision taken.

Article 9

Where the applicant for legal aid does not reside in a Contracting State, he may submit his application through consular channels, without prejudice to any other means open to him of submitting his application to the competent authority in the requested State.

Any Contracting State may declare that its receiving Central Authority will accept applications submitted by other channels or methods.

Article 10

All documents forwarded under this Chapter shall be exempt from legalization or any analogous formality.

Article 11

No charges shall be made for the transmission, reception or determination of applications for legal aid under this Chapter.

Article 12

Applications for legal aid shall be handled expeditiously.

Article 13

Where legal aid has been granted in accordance with Article 1, service of documents in any other Contracting State in pursuance of the legally aided person's proceedings shall not give rise to any charges regardless of the manner in which service is effected. The same applies to Letters of Request and social enquiry reports, except for fees paid to experts and interpreters.

Where a person has received legal aid in accordance with Article 1 for proceedings in a Contracting State and a decision has been given in those proceedings, he shall, without any further examination of his circumstances, be entitled to legal aid in any other Contracting State in which he seeks to secure the recognition or enforcement of that decision.

CHAPTER II – SECURITY FOR COSTS AND ENFORCEABILITY OF ORDERS FOR COSTS

Article 14

No security, bond or deposit of any kind may be required, by reason only of their foreign nationality or of their not being domiciled or resident in the State in which proceedings are commenced, from persons (including legal persons) habitually resident in a Contracting State who are plaintiffs or parties intervening in proceedings before the courts or tribunals of another Contracting State.

The same rule shall apply to any payment required of plaintiffs or intervening parties as security for court fees.

Article 15

An order for payment of costs and expenses of proceedings, made in one of the Contracting States against any person exempt from requirements as to security, bond, deposit or payment by virtue of Article 14 or of the law of the State where the proceedings have been commenced shall, on the application of the person entitled to the benefit of the order, be rendered enforceable without charge in any other Contracting State.

Article 16

Each Contracting State shall designate one or more transmitting authorities for the purpose of forwarding to the appropriate Central Authority in the requested State applications for rendering enforceable orders to which Article 15 applies.

Each Contracting State shall designate a Central Authority to receive such applications and to take the appropriate steps to ensure that a final decision on them is reached.

Federal States and States which have more than one legal system may designate more than one Central Authority. If the Central Authority to which an

application is submitted is not competent to deal with it, it shall forward the application to whichever other Central Authority in the requested State is competent to do so.

Applications under this Article shall be transmitted without the intervention of any other authority, without prejudice to an application being transmitted through diplomatic channels.

Nothing in this Article shall prevent applications from being made directly by the person entitled to the benefit of the order unless the requested State has declared that it will not accept applications made in this manner.

Article 17

Every application under Article 15 shall be accompanied by –

- a) a true copy of the relevant part of the decision showing the names and capacities of the parties and of the order for payment of costs or expenses;
- b) any document necessary to prove that the decision is no longer subject to the ordinary forms of review in the State of origin and that it is enforceable there;
- c) a translation, certified as true, of the above-mentioned documents into the language of the requested State, if they are not in that language.

The application shall be determined without a hearing and the competent authority in the requested State shall be limited to examining whether the required documents have been produced. If so requested by the applicant, that authority shall determine the amount of the costs of attestation, translation and certification, which shall be treated as costs and expenses of the proceedings. No legalization or analogous formality may be required.

There shall be no right of appeal against the decision of the competent authority except in accordance with the law of the requested State.

CHAPTER III – COPIES OF ENTRIES AND DECISIONS

Article 18

Nationals of any Contracting State and persons habitually resident in any Contracting State may obtain in any other Contracting State, on the same terms

and conditions as its nationals, copies of or extracts from entries in public registers and decisions relating to civil or commercial matters and may have such documents legalized, where necessary.

CHAPTER IV – PHYSICAL DETENTION AND SAFE-CONDUCT

Article 19

Arrest and detention, whether as a means of enforcement or simply as a precautionary measure, shall not, in civil or commercial matters, be employed against nationals of a Contracting State or persons habitually resident in a Contracting State in circumstances where they cannot be employed against nationals of the arresting and detaining State. Any fact which may be invoked by a national habitually resident in such State to obtain release from arrest or detention may be invoked with the same effect by a national of a Contracting State or a person habitually resident in a Contracting State even if the fact occurred abroad.

Article 20

A person who is a national of or habitually resident in a Contracting State and who is summoned by name by a court or tribunal in another Contracting State, or by a party with the leave of the court or tribunal, in order to appear as a witness or expert in proceedings in that State shall not be liable to prosecution or detention, or subjected to any other restriction on his personal liberty, in the territory of that State in respect of any act or conviction occurring before his arrival in that State.

The immunity provided for in the preceding paragraph shall commence seven days before the date fixed for the hearing of the witness or expert and shall cease when the witness or expert having had, for a period of seven consecutive days from the date when he was informed by the judicial authorities that his presence is no longer required, an opportunity of leaving has nevertheless remained in the territory, or having left it, has returned voluntarily.

CHAPTER V - GENERAL PROVISIONS

Article 21

Without prejudice to the provisions of Article 22, nothing in this Convention shall be construed as limiting any rights in respect of matters governed by this Convention which may be conferred upon a person under the law of any Contracting State or under any other convention to which it is, or becomes, a party.

Article 22

Between Parties to this Convention who are also Parties to one or both of the *Conventions on civil procedure* signed at The Hague on the 17th of July 1905 and the 1st of March 1954, this Convention shall replace Articles 17 to 24 of the Convention of 1905 or Articles 17 to 26 of the Convention of 1954 even if the reservation provided for under paragraph 2 c) of Article 28 of this Convention has been made.

Article 23

Supplementary agreements between Parties to the Conventions of 1905 and 1954 shall be considered as equally applicable to the present Convention, to the extent that they are compatible therewith, unless the Parties otherwise agree.

Article 24

A Contracting State may by declaration specify a language or languages other than those referred to in Articles 7 and 17 in which documents sent to its Central Authority may be drawn up or translated.

Article 25

A Contracting State which has more than one official language and cannot, for reasons of internal law, accept for the whole of its territory documents

referred to in Articles 7 and 17 drawn up in one of those languages shall by declaration specify the language in which such documents or translations thereof shall be drawn up for submission in the specified parts of its territory.

Article 26

If a Contracting State has two or more territorial units in which different systems of law are applicable in relation to matters dealt with in this Convention, it may at the time of signature, ratification, acceptance, approval or accession declare that this Convention shall extend to all its territorial units or only to one or more of them and may modify that declaration by submitting another declaration at any time.

Any such declaration shall be notified to the Ministry of Foreign Affairs of the Kingdom of the Netherlands and shall state expressly the territorial units to which the Convention applies.

Article 27

Where a Contracting State has a system of government under which executive, judicial and legislative powers are distributed between central and other authorities within that State, its signature or ratification, acceptance, or approval of, or accession to this Convention, or its making of any declaration under Article 26 shall carry no implication as to the internal distribution of powers within that State.

Article 28

Any Contracting State may, at the time of signature, ratification, acceptance, approval or accession, reserve the right to exclude the application of Article 1 in the case of persons who are not nationals of a Contracting State but who have their habitual residence in a Contracting State other than the reserving State or formerly had their habitual residence in the reserving State, if there is no reciprocity of treatment between the reserving State and the State of which the applicants for legal aid are nationals.

Any Contracting State may, at the time of signature, ratification, acceptance, approval or accession, reserve the right to exclude –

- a) the use of English or French, or both, under paragraph 2 of Article 7;
- b) the application of paragraph 2 of Article 13;
- c) the application of Chapter II;
- d) the application of Article 20.

Where a State has made a reservation –

e) under paragraph 2 a) of this Article, excluding the use of both English and French, any other State affected thereby may apply the same rule against the reserving State;

f) under paragraph 2 b) of this Article, any other State may refuse to apply paragraph 2 of Article 13 to persons who are nationals of or habitually resident in the reserving State;

g) under paragraph 2 c) of this Article, any other State may refuse to apply Chapter II to persons who are nationals of or habitually resident in the reserving State.

No other reservation shall be permitted.

Any Contracting State may at any time withdraw a reservation it has made. The withdrawal shall be notified to the Ministry of Foreign Affairs of the Kingdom of the Netherlands. The reservation shall cease to have effect on the first day of the third calendar month after the notification.

Article 29

Every Contracting State shall, at the time of the deposit of its instrument of ratification, acceptance, approval or accession, or at a later date, inform the Ministry of Foreign Affairs of the Kingdom of the Netherlands of the designation of authorities pursuant to Articles 3, 4 and 16.

It shall likewise inform the Ministry, where appropriate, of the following –

- a) declarations pursuant to Articles 5, 9, 16, 24, 25, 26 and 33;
- b) any withdrawal or modification of the above designations and declarations;
- c) the withdrawal of any reservation.

Article 30

The model forms annexed to this Convention may be amended by a decision of a Special Commission convoked by the Secretary General of the Hague Conference to which all Contracting States and all Member States shall be invited. Notice of the proposal to amend the forms shall be included in the agenda for the meeting.

Amendments adopted by a majority of the Contracting States present and voting at the Special Commission shall come into force for all Contracting States on the first day of the seventh calendar month after the date of their communication by the Secretary General to all Contracting States.

During the period provided for by paragraph 2 any Contracting State may by notification in writing to the Ministry of Foreign Affairs of the Kingdom of the Netherlands make a reservation with respect to the amendment. A Party making such reservation shall until the reservation is withdrawn be treated as a State not a Party to the present Convention with respect to that amendment.

CHAPTER VI – FINAL CLAUSES

Article 31

The Convention shall be open for signature by the States which were Members of the Hague Conference on Private International Law at the time of its Fourteenth Session and by non-Member States which were invited to participate in its preparation.

It shall be ratified, accepted or approved and the instruments of ratification, acceptance or approval shall be deposited with the Ministry of Foreign Affairs of the Kingdom of the Netherlands.

Article 32

Any other State may accede to the Convention.

The instrument of accession shall be deposited with the Ministry of Foreign Affairs of the Kingdom of the Netherlands.

Such accession shall have effect only as regards the relations between the acceding State and those Contracting States which have not raised an objection to its accession in the twelve months after the receipt of the notification referred to in sub-paragraph 2 of Article 36. Such an objection may also be raised by Member States at the time when they ratify, accept or approve the Convention after an accession. Any such objection shall be notified to the Ministry of Foreign Affairs of the Kingdom of the Netherlands.

Article 33

Any State may, at the time of signature, ratification, acceptance, approval or accession, declare that the Convention shall extend to all the territories for the international relations of which it is responsible, or to one or more of them. Such a declaration shall take effect at the time the Convention enters into force for that State.

Such declaration, as well as any subsequent extension, shall be notified to the Ministry of Foreign Affairs of the Kingdom of the Netherlands.

Article 34

The Convention shall enter into force on the first day of the third calendar month after the deposit of the third instrument of ratification, acceptance, approval or accession referred to in Articles 31 and 32.

Thereafter the Convention shall enter into force –

(1) for each State ratifying, accepting, approving or acceding to it subsequently, on the first day of the third calendar month after the deposit of its instrument of ratification, acceptance, approval or accession;

(2) for any territory or territorial unit to which the Convention has been extended in conformity with Article 26 or 33, on the first day of the third calendar month after the notification referred to in that Article.

Article 35

The Convention shall remain in force for five years from the date of its entry into force in accordance with the first paragraph of Article 34 even for States which subsequently have ratified, accepted, approved it or acceded to it.

If there has been no denunciation, it shall be renewed tacitly every five years.

Any denunciation shall be notified to the Ministry of Foreign Affairs of the Kingdom of the Netherlands, at least six months before the expiry of the five year period. It may be limited to certain of the territories or territorial units to which the Convention applies.

The denunciation shall have effect only as regards the State which has notified it. The Convention shall remain in force for the other Contracting States.

Article 36

The Ministry of Foreign Affairs of the Kingdom of the Netherlands shall notify the States Members of the Conference, and the States which have acceded in accordance with Article 32, of the following –

(1) the signatures and ratifications, acceptances and approvals referred to in Article 31;

(2) the accessions and objections raised to accessions referred to in Article 32;

(3) the date on which the Convention enters into force in accordance with Article 34;

(4) the declarations referred to in Articles 26 and 33;

(5) the reservations and withdrawals referred to in Articles 28 and 30;

(6) the information communicated under Article 29;

(7) the denunciations referred to in Article 35.

IN WITNESS WHEREOF the undersigned, being duly authorised thereto, have signed this Convention.

DONE at The Hague, on the 25th day of October 1980, in the English and French languages, both texts being equally authentic, in a single copy which shall be deposited in the archives of the Government of the Kingdom of the Netherlands and of which a certified copy shall be sent, through diplomatic

channels, to each of the States Members of the Hague Conference on Private International Law at the date of its Fourteenth Session and to each other State having participated in the preparation of this Convention at this Session.

Copie certifiée conforme à l'original

Le Directeur des Traités
du Ministère des Affaires Etrangères
du Royaume des Pays-Bas

A handwritten signature in black ink, appearing to be 'W. J. de Groot', written over a horizontal line.

Certified true copy of the original

The Director of Treaties
of the Ministry of Foreign Affairs
of the Kingdom of the Netherlands